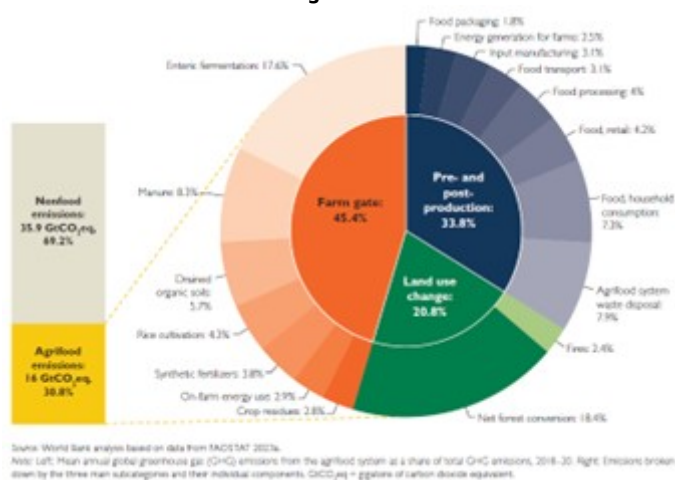


Atteindre le « zéro émission nette » dans le secteur agroalimentaire : le pari de la Banque mondiale

24 juin 2024

Un rapport de mai 2024 de la Banque mondiale s'intéresse à la manière d'atteindre la neutralité carbone pour le secteur agroalimentaire mondial. Ce dernier contribue de manière significative au changement climatique, représentant près d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), soit en moyenne 16 gigatonnes par an (figure). Les trois quarts de ces émissions proviennent des « pays en développement », dont les deux tiers de ceux à revenu intermédiaire. Pour autant, les investissements pour réduire les émissions de ce secteur restent faibles et ne représentent que 2,4 % du financement total des mesures d'atténuation. Pour limiter de moitié les émissions du secteur d'ici 2030, les investissements annuels devraient atteindre 260 milliards de dollars. Selon les auteurs, empêcher les températures mondiales d'augmenter de plus de 1,5 °C d'ici 2050 nécessitera même de ramener à zéro les émissions nettes du secteur agroalimentaire.

Les émissions de gaz à effet de serre du secteur agroalimentaire



Source : Banque mondiale

Les auteurs insistent sur la contribution potentielle importante du secteur agroalimentaire en la matière. En effet, contrairement à d'autres secteurs, il peut avoir un impact considérable en réduisant ses propres émissions, mais aussi en jouant un rôle de puits de carbone (écosystèmes et sols). Pour ce faire, les mesures à mettre en œuvre doivent englober l'ensemble de la chaîne de valeur (engrais et énergie, production végétale et animale, emballage et distribution).

Enfin, ces mesures devraient être adaptées au niveau de développement du pays. Ceux à revenu élevé devraient réorienter leurs subventions publiques et renforcer leur soutien aux pays à faible revenu ou revenu intermédiaire, en vue de l'adoption de techniques agricoles moins émettrices. Les auteurs estiment que les pays à revenu intermédiaire pourraient diminuer les émissions de GES de leur secteur agroalimentaire de trois quarts, en

recourant à des pratiques limitant les émissions issues du bétail ou de la riziculture par exemple. Dans les pays à faible revenu, la priorité devrait être de limiter la déforestation, en grande partie liée à des productions destinées à l'export, tel le soja utilisé pour l'alimentation animale.

Johann Grémont, Centre d'études et de prospective

Source : [Banque mondiale](#)